



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Coalition internationale  
des villes inclusives et  
durables – ICCAR



Observatoire  
international  
des maires  
**Vivre ensemble**

# Politiques municipales sur **le Vivre- ensemble**



Avec le soutien de :



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



COMMISSION  
CANADIENNE  
POUR L'UNESCO

Un document de travail de l'Observatoire international des maires sur le Vivre ensemble, préparé en collaboration avec la **Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR** de l'UNESCO (<http://fr.unesco.org/iccar>).

Ce document a été préparé à partir de l'étude originale « *Politiques et programmes sur le vivre-ensemble : État des lieux* », réalisé par le Laboratoire de recherches en relations interculturelles (LABRRI) de l'Université de Montréal, dans le cadre de la Commission permanente sur le Vivre ensemble de

l'Association internationale des maires francophones (AIMF). Cette étude visait à : documenter les politiques et programmes du vivre-ensemble dans les villes ; articuler une étude opérationnelle du vivre-ensemble pour renforcer l'action municipale dans le domaine ; et proposer des orientations aux villes voulant faire un meilleur encadrement du vivre-ensemble dans leurs milieux respectifs.

Elle a bénéficié de la participation des villes suivantes : Dakar, Douala, Genève, Montréal, Namur, Ouagadougou, Québec, Rabat, Strasbourg, Tunis.

**La version intégrale de ce rapport est disponible sur le site : [observatoirevivreensemble.org](http://observatoirevivreensemble.org)**



# Le vivre-ensemble : un enjeu global

Dans un contexte de diversité et de mondialisation, l'urbanisation et l'intensification de la mobilité humaine posent de plus en plus de défis à la cohésion sociale. Cet enjeu, de portée mondiale, incombe aux autorités locales qui font face à de nombreuses problématiques liées au « vivre-ensemble » comme la cohabitation entre différents groupes, l'inclusion de nouveaux arrivants et les communautés autochtones, la lutte contre les discriminations, la sécurité urbaine et le partage des espaces publics.

## **Pourquoi une étude sur les politiques du vivre-ensemble ?**

De nombreuses villes à travers le monde sont investies dans la promotion du vivre-ensemble. En dépit de la mise en œuvre de nombreuses initiatives locales, la notion de vivre-ensemble demeure floue, c'est pourquoi les villes, en tant que gouvernements de proximité, développent des politiques-cadre associées au vivre-ensemble à l'échelle

locale. Il est nécessaire de dresser un état des lieux des démarches de chaque ville afin d'identifier des éléments communs et d'en tirer des leçons. Cela permet de mieux connaître les différentes approches et leviers du vivre-ensemble, mieux participer à sa promotion et inspirer d'autres villes à travers le partage d'expériences concrètes.

## **Le vivre-ensemble à l'ère de la « super-diversité »**

Toutes les sociétés s'interrogent sur la meilleure façon d'assurer l'harmonie et la cohésion sociale. La notion de vivre-ensemble, émerge dans un contexte où plusieurs facteurs nous forcent à réfléchir sur la réalité plurielle des sociétés contemporaines (par exemple : urbanisation, croissance urbaine, mobilité internationale, etc.). Ces nouvelles formes de mobilité coïncident avec de nouvelles formes de diversité. Le terme de « super-diversité » comprend notamment l'identité ethnique, religieuse, linguistique, sexuelle et de genre.

## → D'où vient le terme vivre-ensemble ?

Historiquement, la notion de vivre-ensemble émerge dans le contexte de la reconstruction de l'Europe qui visait le rétablissement de la paix et la réconciliation entre les nations. Ce n'est pas par hasard que des textes des Nations Unies décrivent « la paix [comme] une expression du vivre-ensemble » (Nations Unies 2017). Dans plusieurs publications, le vivre-ensemble est lié à un certain nombre de composantes de la réconciliation : la reconnaissance des différences, la non-violence, la lutte contre les exclusions, la recherche du consensus par l'écoute et le dialogue. De ce point de vue, la promotion d'une « culture de la paix » ne fait pas allusion uniquement à l'absence de guerre, mais également à la notion de bonne gouvernance à l'échelle mondiale.

## → La Journée Internationale du Vivre-Ensemble en Paix (JIVEP)

En 2017, les Nations Unies ont adopté la résolution 72/130 par consensus de tous les États membres la **Journée Internationale du Vivre-Ensemble en Paix (JIVEP)**, qui est désormais célébrée le 16 mai de chaque année. Cette journée est un moyen de mobiliser régulièrement les efforts de la communauté internationale en faveur de la paix, de la tolérance, de l'inclusion, de la compréhension et de la solidarité. C'est aussi l'occasion pour tous d'exprimer le désir de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et dans la diversité. L'UNESCO est l'agence des Nations Unies responsable de la Journée Internationale du Vivre-Ensemble en Paix (JIVEP).

## → Le vivre-ensemble : une définition du point de vue des villes

En novembre 2018, la **Commission permanente sur le Vivre ensemble** de l'AIMF, réunissant les maires d'une quinzaine de villes de la Francophonie, a adopté la définition suivante :

« Le vivre-ensemble dans une ville est un processus dynamique que tous les acteurs mettent en place pour favoriser l'inclusion, ainsi que le sentiment de sécurité et d'appartenance. Faire la promotion du vivre-ensemble c'est reconnaître et respecter toutes formes de diversité, lutter contre la discrimination et faciliter la cohabitation harmonieuse. Dans la mise en œuvre du vivre-ensemble, les différents acteurs du milieu travaillent en concertation pour faciliter l'émergence des valeurs communes qui contribuent à la paix et à la cohésion sociale. »

## Le « virage municipal » et la gouvernance de proximité

L'échelle municipale est essentielle à la compréhension des dynamiques de cohabitation en contexte de diversité. En effet, c'est dans la ville que les individus vivent et interagissent. Depuis une vingtaine d'années, on parle d'un « virage municipal » ou « *local turn* » : avec la mutation des rôles et responsabilités des municipalités, on voit émerger dans plusieurs pays une reconnaissance du potentiel de la « gouvernance de proximité ». De par leur proximité avec les populations, c'est au niveau local que le potentiel d'impact des politiques et des programmes est le plus fort. Ces changements de gouvernance impliquent un certain degré de transformation institutionnelle, que ce soit au niveau des structures municipales ou en matière des relations externes. On assiste aussi au phénomène des « villes interculturelles », qui mettent l'accent sur les interactions entre les groupes. Cependant, les villes ne sont pas toutes sur le même

ped d'égalité. Des disparités existent à plusieurs niveaux, notamment en terme de ressources financières et humaines, diversité dans la population, etc.

## L'importance des réseaux de villes

Les villes œuvrent pour une meilleure intégration et inclusion des populations, et ce grâce à des réseaux de soutien et de concertation. Depuis une vingtaine d'années, les réseaux des villes se multiplient, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale (Metropolis, AIMF, Observatoire international des maires sur le Vivre ensemble, Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR, Cités interculturelles, EuroCities, etc.). Ce phénomène s'accompagne d'une diversité de pratiques et de paradigmes à leur disposition. Être membre d'un réseau offre aux villes l'opportunité de partager leurs bonnes pratiques, leurs expériences, leur expertise et leurs ressources pour des projets conjoints.



# Le vivre-ensemble dans l'appareil municipal

La mise en œuvre des politiques vivre-ensemble s'effectue de façon différente dans chaque ville. Or, cette configuration a un impact sur la manière dont il se décline à travers les différents services de la ville. Voici un aperçu :

## Douala

Le vivre-ensemble à Douala est principalement lié à la division de la Communication, de la Coopération décentralisée et des Relations publiques qui est dans le service de la Coopération décentralisée. Cependant, plusieurs initiatives proviennent d'autres services comme celui du Développement urbain de l'information géographique, adressage et cadastre dans lequel les architectes et les urbanistes de la ville s'efforcent à rendre les espaces communs inclusifs.

## Genève

Le vivre-ensemble à Genève est majoritairement pris en charge par le service social du département de la cohésion sociale et de la solidarité. Ce département, qui est responsable de la Politique de la Diversité de la Ville est divisé en six services soit : le service de la petite enfance, le service des écoles et institutions pour l'enfance, le service des pompes funèbres, cimetières et crématoires, le service social, le service de la jeunesse et le service de l'état civil.

## Montréal

Historiquement les actions qui font la promotion du vivre ensemble relèvent du service de la diversité sociale et des sports. Plus récemment, ce service collabore avec le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, créé en 2016, qui soutient des actions pour favoriser l'inclusion et l'intégration des nouveaux arrivants. L'Observatoire international des maires sur le vivre-ensemble, au sein du Bureau des relations internationales joue un rôle important, parmi d'autres actions, en matière de diplomatie urbaine.

## Namur

Le vivre-ensemble à Namur est considéré, en partie, sous l'angle de la cohésion sociale. Le service de la cohésion sociale se situe à l'intérieur du département des Affaires civiles et sociales. Ce service est composé de : la cellule égalité des chances, la cellule prévention et sécurité, la cellule solidarité et la cellule vie de quartier.

Ouagadougou	Le vivre-ensemble à Ouagadougou est relié à la direction de l'action sociale qui fait partie de la direction générale des services sociaux. La direction générale des services administratifs, dans laquelle se situe la direction de la jeunesse, des associations et des initiatives citoyennes, mobilise également les questions de vivre-ensemble.
Québec	La Ville de Québec a créé un nouveau modèle en faisant des efforts pour opérationnaliser le vivre-ensemble au sein même de l'administration municipale. Le vivre-ensemble est une composante de la sécurité urbaine et relève de la directrice générale adjointe. Parallèlement, la Ville de Québec a des employés attirés aux différents volets du développement social dans le service des loisirs, des sports et de la vie communautaire.
Rabat	Rabat inscrit ses actions sur le vivre-ensemble dans son service social qui se situe dans la division des affaires sociales, culturelles et sportives, ainsi que dans la division de la coopération internationale qui contient les services de la coopération bilatérale, le service de la coopération multilatérale et le service de la coordination et des projets.
Strasbourg	Le vivre-ensemble à Strasbourg est essentiellement compris dans la direction générale des services sous la délégation de la cohésion sociale et du développement éducatif et culturel. Trois missions composent cette délégation soit : la mission patrimoine UNESCO, la mission prévention de la radicalisation violente et la mission droits des femmes et égalité de genre.

## Les catégories de l'action municipale en matière du vivre-ensemble

La mise en œuvre du vivre-ensemble dans les villes demande un engagement politique clair et un encadrement fort au niveau administratif. Dans le cadre de cette étude, il a été constaté notamment :

- Une forte tendance des villes à **favoriser le renforcement de la culture citoyenne**, notamment par le biais de comités de citoyens, la création de partenariats avec des organisations et associations

citoyennes ou encore le développement de programmes de volontariat ;

- La mise en place de **programmes pour des groupes spécifiques** (par exemple : différents groupes ethnoculturels, les jeunes, les nouveaux arrivants, etc.) ;
- La mise en œuvre de **plans d'action** et le développement **d'outils d'évaluation**.

## Politiques et programmes du vivre-ensemble : exemples d'actions

Le contenu et les orientations des politiques ont été analysés à partir de trois courants principaux (Modèle 3D), à savoir :

- **Diversité** (valorisation de la diversité),
- **Discrimination ou Égalité** (lutte contre les discriminations),
- **Dialogue** (initiatives visant le rapprochement).

Les trois courants se manifestent de manière différente pour les villes qui ont participé à l'étude, en fonction de leurs contextes locaux, ainsi que par rapport aux acteurs et services impliqués. Voici quelques exemples :

### ACTIONS DANS LE COURANT « DIVERSITÉ »

Dakar	Spectacle d'arts vivants : activités de théâtre, chant, danse.
Douala	Soirée gastronomique annuelle dans chaque arrondissement : dégustation des mets traditionnels.
Ouagadougou	Journées des communautés étrangères vivant à Ouagadougou : activités visant à approfondir l'intégration.
Rabat	Échange de bonnes pratiques avec d'autres villes en mettant l'accent sur l'avantage de la diversité.
Genève	Projet « Genève, sa gueule » : projet visant à rendre visible et de reconnaître la réalité de la diversité à Genève par des photos et des récits de vie.

### ACTIONS DANS LE COURANT « DISCRIMINATION »

Montréal	Table ronde sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations : table d'experts visant à rendre la Ville de Montréal plus représentative de la diversité montréalaise sous toutes ses formes.
Genève	Semaine contre le racisme : valorisation, par différentes activités ponctuelles, de la diversité et de l'identité plurielle de la ville.
Rabat	Instance de l'équité, de l'égalité des chances et de l'approche genre : vise l'intégration des migrants et leur participation à la vie sociale.
Québec	Projet IMPAC : mesures visant à adapter le tribunal pour les personnes en situation de handicap mental et à apporter des solutions durables pour prévenir la récidive.
Strasbourg	Mission sur la prévention de la radicalisation violente au sein de la ville.



## ACTIONS DANS LE COURANT « DIALOGUE »

<b>Montréal</b>	« Agent de liaison dans les bibliothèques publiques » : programme visant à rejoindre les nouveaux arrivants et les personnes vulnérables isolées.
<b>Douala</b>	Caravane de sensibilisation « Paix au village » : faire la promotion du dialogue social (notamment avec les groupes autochtones), la recherche constante de la paix dans les activités quotidiennes et la promotion de la cohésion sociale.
<b>Namur</b>	Ateliers bien vivre-ensemble : actions de prévention auprès de publics cibles sur des sujets spécifiques.
<b>Tunis</b>	Cycle de projections-débats : programme de films dans le cadre du ciné-club intitulé « vivre-ensemble ».
<b>Dakar</b>	Guichet de médiation communautaire : service incitant les citoyens à se réapproprier le pouvoir de régler les litiges, de créer de nouvelles solidarités.

Un quatrième volet Citoyen vise de manière plus transversale la participation citoyenne et la cohésion sociale.

## ACTIONS DANS LE COURANT « CITOYEN »

<b>Strasbourg</b>	« Conseil de résident-es étrangers de Strasbourg » (CRE) : instance de débat qui associe des habitants et des associations avec pour objectif une ville plus égalitaire.
<b>Ouagadougou</b>	Renforcement du mouvement communautaire : soutien à la mise en place des comités de développement des quartiers et des secteurs.
<b>Namur</b>	Comité d'habitants : initiative permettant aux habitants de prendre part à la gestion de leur quartier et à créer des liens sociaux.
<b>Tunis</b>	Projet sauvegarde du patrimoine culturel et historique : plusieurs initiatives qui lient la cohabitation à des projets d'urbanisme et de revitalisation des quartiers.
<b>Québec</b>	Centre multifonctionnel des Roses : édifice multifonctionnel incluant un centre communautaire, des logements communautaires, ainsi que des services de proximité destinés aux familles.

## Contenus des politiques : quelques constats

- Les municipalités donnent rarement une définition explicite du vivre-ensemble, même dans les cas où il s'agit d'un aspect important de l'élaboration des politiques et programmes.
- Dans la majorité des villes étudiées, il est reconnu que le vivre-ensemble concerne l'ensemble de la population dans toutes ses formes de diversité (ethnicité, religion, langue, genre, âge, statut socio-économique, etc.).
- Le courant « citoyen » semble renforcé par la présence de cadres civiques dans la gouvernance de proximité.
- Le courant « discrimination » est moins bien représenté, probablement parce que les acteurs municipaux préfèrent travailler avec une approche positive plutôt que négative.
- Les villes qui évoluent dans un contexte de type multiculturaliste semblent afficher un plus grand nombre de politiques et programmes dans le courant « diversité ».
- Les participants ont reconnu que le courant « diversité » est souvent implicite dans les politiques et programmes et que, dans certains pays, les institutions publiques n'ont pas l'habitude d'établir des différences entre les citoyens par peur d'être discriminatoires.



# La mise en œuvre du vivre-ensemble

L'action municipale sur le vivre-ensemble a une dimension forcément politique. Les préoccupations des citoyens interpellent directement les élus ; et les villes qui mettent ainsi en place des initiatives s'adressent directement à la population.

Plusieurs observations sur cette étude :

- Dans la plupart des villes étudiées, on constate une **conception transversale** du vivre-ensemble dans les domaines d'action publique municipale. En ce sens, la coordination entre les différents services municipaux se présente comme une stratégie pour renforcer le vivre-ensemble. Ces stratégies s'appliquent autant aux services centraux municipaux qu'aux services des différents quartiers et arrondissements.
- L'analyse préliminaire des structures municipales démontre une forte tendance à la concertation comme mode de gouvernance dans la mise en œuvre du vivre-ensemble, dans la **mobilisation de services municipaux** et de partenaires locaux (associations, organismes de la société civile, entreprises et acteurs universitaires).
- Les villes jouent un rôle de plus en plus important dans la planification et la gestion du vivre-ensemble, et par conséquent, il est nécessaire d'insister sur l'importance du **leadership politique** dans ce domaine. D'où l'importance des échanges entre villes, ainsi que des initiatives de formation et de renforcement des capacités.
- Plusieurs villes ont insisté sur la **sécurité urbaine** comme garante du vivre-ensemble, non seulement à travers l'établissement de rapports de confiance entre les citoyens et les forces de l'ordre, mais aussi à travers un sentiment général de sécurité. Pour cette raison, plusieurs villes comptent se doter d'un service de « police de proximité » basé sur l'éducation et la prévention, plutôt que sur la répression et la coercition.
- Afin de mieux répondre aux besoins spécifiques de chaque municipalité, les stratégies recensées dans cette étude s'appuient sur des **données statistiques et des recherches** fondées sur les réalités sociodémographiques de la ville.

## Gouvernance et mobilisation du vivre-ensemble

Plusieurs acteurs ont remarqué que l'idée du vivre-ensemble comme approche transversale n'est pas nouvelle, c'est même « la mission de chaque ville au départ ». Il a également été dit que le vivre-ensemble « n'est pas incarné par une compétence, par un élu spécifique » puisqu'il devrait être porté par l'ensemble de l'appareil municipal et non pas par certains individus, groupes d'intérêt ou secteurs.

Un consensus se dégage autour de l'idée que le vivre-ensemble, comme philosophie ou vision municipale, devrait permettre d'aller au-delà de l'accueil ou de l'intégration des nouveaux arrivants. Les politiques du vivre-ensemble, quand elles sont bien encadrées, permettent d'identifier les angles morts des villes dans leur mission de garantir la cohésion sociale.

La section suivante offre des pistes de réflexion pour tenter de répondre à certaines de ces questions.

### → Les nouvelles politiques du vivre-ensemble soulèvent plusieurs enjeux en matière de gouvernance :

- Qui assure le leadership pour le vivre-ensemble au sein de la ville ?
- Y a-t-il un organisme ou une unité de coordination ?
- Qui anime le vivre-ensemble au sein d'une ville au jour le jour ?
- Est-ce une politique pour l'ensemble de la ville ou appartient-elle à un secteur/service spécifique ?
- Est-ce qu'il y a un cadre commun ou partagé pour le vivre-ensemble ?
- Y a-t-il un récit ou une stratégie de communication qui pourrait être facilement repris par les élus et par les différents services ?
- Est-ce qu'une telle stratégie a été développée par la ville elle-même ou bien découle-t-elle d'un cadre donné par des niveaux de gouvernement supérieurs ?
- Quels secteurs de l'action municipale sont mobilisés au nom des politiques du vivre-ensemble ?
- Quels sont les moyens de collaboration et de mobilisation à la disposition de la ville pour mettre en œuvre le vivre-ensemble ?
- Quel est le rôle du politique dans la mise en œuvre et l'encadrement du vivre-ensemble ?
- Quelles sont les stratégies pour faire du « mainstreaming » avec le vivre-ensemble ?
- Quel est le rôle des villes dans la sensibilisation et l'éducation des citoyens ?

# Pistes de réflexion pour l'avenir

→ Le vivre-ensemble à l'échelle municipale est facilité par un positionnement clair au niveau politique. Sans leadership politique, le vivre-ensemble ne pourra pas être porté par l'administration municipale et ne pourra pas être traduit dans des termes concrets afin d'être compris et soutenu par les citoyens.

→ Pour que le vivre-ensemble soit porté par l'ensemble des acteurs, les villes peuvent se doter d'un cadre de référence qui donne des orientations claires. Les politiques et programmes du vivre-ensemble sont rendus possibles par une approche transversale dans l'action municipale, assurée par la désignation d'une instance pouvant prendre en charge le dossier et en faire la promotion et l'évaluation sur le moyen et long terme (comité aviseur, bureau de direction, service ou conseil, etc.). Le vivre-ensemble a besoin d'être suivi par un élu indépendant, faisant de ce sujet une priorité dans le fonctionnement de l'institution.

→ Si globalement les villes ayant participé à cette étude mobilisent une variété d'approches pour la réalisation du vivre-ensemble, le nombre d'actions de reconnaissance de la diversité et de la lutte contre les discriminations peut être renforcé. Les villes qui n'ont pas d'équilibre entre les courants pourraient bénéficier des actions menées par d'autres villes, en vue de renforcer leurs répertoires d'actions.

→ Étant donné les différents niveaux d'expérience, les participants de l'étude ont insisté sur l'importance de développer des outils de référence ou des guides sur les différentes thématiques et les enjeux du vivre-ensemble, afin de faciliter la communication auprès des citoyens et des médias.

→ Pour déterminer si l'investissement de ressources humaines et financières dans les politiques et programmes du vivre-ensemble est légitime, les villes se sont exprimées en faveur d'outils d'évaluation qui permettent de mesurer l'impact de différentes initiatives et actions.

## → L'Observatoire international des maires sur le vivre ensemble

L'Observatoire est une plateforme d'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière de cohésion sociale, d'inclusion, de gestion de la diversité et de sécurité quotidienne. Son réseau inclut près de cinquante villes en Afrique, en Europe, en Asie et dans les Amériques. L'Observatoire réunit des maires et encourage la collaboration entre villes et universités afin de documenter des expériences.

En lien avec l'Observatoire, la Commission permanente sur le Vivre ensemble, est un espace d'action et de réflexion au sein de l'Association internationale des maires francophones (AIMF). Elle est composée des représentants politiques d'une vingtaine de villes francophones membres de l'Observatoire, ainsi que d'un Groupe technique chargé de développer des initiatives de collaboration.

Le Secrétariat central de l'Observatoire est situé à la Ville de Montréal (Bureau des relations internationales). Site internet: [observatoirevivreensemble.org](http://observatoirevivreensemble.org)

## → Le vivre-ensemble est au cœur de la mission de l'UNESCO :

En 2004, l'UNESCO a créé la **Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR**, un réseau composé de sept coalitions régionales et nationales dédié à l'échange d'expériences afin de développer des politiques municipales plus inclusives.

Les villes étant des acteurs de premier plan du vivre-ensemble, ICCAR appelle ses membres à promouvoir l'inclusion et la diversité dans l'espace urbain en s'engageant à suivre un Plan d'action en dix points sur de multiples sujets de gouvernance urbaine. Par le partage de bonnes pratiques, de connaissances et d'expertise, les villes apprennent des initiatives des autres et développent leurs propres politiques et programmes adaptés à leurs contextes locaux en ce qui concerne l'éducation, le logement, l'emploi et la culture.

L'UNESCO est l'agence chef de file pour la mise en œuvre de la **Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022)** adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2012, afin de renforcer l'engagement des États membres à encourager le dialogue entre les religions et les cultures ainsi que la promotion de la compréhension mutuelle et de la coopération pour la paix. Elle joue aussi un rôle clé dans la mise en œuvre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) qui a pour objectif principal de renforcer les actions et mesures garantissant le plein exercice des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques des personnes d'ascendance africaine, et leur pleine et égale participation dans la société.



# Coalition Internationale des villes inclusives et durables - ICCAR

## Coalitions régionales et nationales d'ICCAR

Coalition  
canadienne  
des municipalités  
inclusives lancée  
en 2005

Coalition  
américaine  
des villes contre  
le racisme et la  
discrimination,  
lancée en 2013

Coalition  
des villes en  
Amérique latine  
et Caraïbes contre  
le racisme et la  
discrimination,  
lancée en 2006

Coalition des  
villes africaines  
contre le racisme et  
la discrimination,  
lancée en 2006

Coalition  
européenne  
des villes contre  
le racisme  
(ECCAR), lancée  
en 2005

Coalition  
des villes  
arabes contre  
le racisme, la  
discrimination, la  
xénophobie et  
l'intolérance,  
lancée en 2008

Coalition des  
villes contre la  
discrimination en  
Asie et Pacifique  
(APCAD), lancée en  
2006

## Liste des villes de l'Observatoire des maires du Vivre Ensemble

Abidjan	Drummondville	Madrid	Séoul
Alger	Düsseldorf	Miami	Sousse
Bamako	Fès	Monterrey	St. Petersburg
Be'er Sheva	Gatineau	Montréal	Strasbourg
Beyrouth	Genève	Mulhouse	Tel Aviv-Jaffa
Bruxelles	Halifax	Namur	Thiès
Buenos Aires	Hiroshima	Ouagadougou	Toronto
Carthage	Île-de-France	Paris	Tunis
Casablanca	Jérusalem	Port-au-Prince	Victoria
Chicago	Johannesbourg	Porto-Novo	Washington, D.C
Cotonou	Lausanne	Québec	
Dakar	Libreville	Rabat	
Douala	Lyon	Sceaux	

**Coalition internationale des villes  
inclusives et durables – ICCAR**

Contact : [SHS.inclusion-rights@unesco.org](mailto:SHS.inclusion-rights@unesco.org)



**Observatoire international des maires du  
Vivre-Ensemble**

Contact: [info.obsv@ville.montreal.qc.ca](mailto:info.obsv@ville.montreal.qc.ca)

